

C H A M B R E      D ' A C C U S A T I O N

\*-\*

AUDIENCE DU LUNDI 4 MAI 1987

=====

O R D O N N A N C E

No 87

rendue contre l'ordonnance de soit-communiqué  
rendue par le Juge d'instruction en date du 3  
février 1987, dans le cadre de la PP 2018/80.

Ce jour, **LA CHAMBRE D'ACCUSATION** rend  
l'ordonnance suivante :

Vu la procédure pénale No 2018 de 1980;

Vu le recours;

Oùï le conseil de la recourante, celui de la  
partie civile G. URBAN et le représentant du Ministère public.

Attendu qu'il en résulte notamment

les faits suivants :

1.

Alain URBAN est décédé le 29 juin 1980 à la  
Clinique de Bel-Air, où il avait été hospitalisé quelques jours auparavant,  
pendant une cure crépusculaire qui lui avait été administrée.

2.

Le Procureur général ouvrit d'office une in-  
formation pénale, le jour même du décès.

Les 1er et 10 juillet suivants, la compagne  
du défunt Madame HALLER (ultérieurement mariée KRISTOF) d'une part, son père  
Georges URBAN d'autre part, se sont constitués parties civiles.

3.

Par ordonnance du 4 juillet 1980, le Juge  
d'instruction invita les responsables de la clinique susdite à lui remettre  
leur dossier médical complet relatif à Alain URBAN.

La décision précisait que ce dossier serait  
conservé sous pli cacheté et ne serait remis qu'à l'expert appelé à se pro-  
noncer sur les causes du décès.

Le même jour, le professeur TISSOT, directeur  
de la clinique, accepta de remettre le dossier médical au juge, aux condi-  
tions fixées par celui-ci.

4.

Le 15 octobre 1981, les professeurs ERNST,  
FRICK et PREISIG se virent confier par le juge la mission d'expertise des-

tinée à établir la cause de la mort d'Alain URBAN et à déterminer si des fautes avaient été commises par le personnel soignant.

Dans leur rapport du 30 avril 1982, les experts expliquèrent que le décès du prénommé était dû à un trouble aigu du rythme cardiaque déclenché par les médicaments (phénothiazines) administrés au patient. Selon eux, aucune faute professionnelle ne pouvait être retenue à l'encontre des médecins ou du personnel de la clinique.

5.

S'agissant plus particulièrement des causes de la mort d'Alain URBAN, les conclusions des experts ne concordaient pas strictement avec l'opinion du professeur BERNHEIM, médecin ayant procédé à l'autopsie du corps.

Selon ce praticien en effet, il serait possible que le décès soit dû à un état infectieux broncho-pulmonaire en présence d'une charge médicamenteuse importante.

Le 21 janvier 1987, une confrontation fut organisée entre les experts et le médecin légiste, sans aboutir à des conclusions déterminantes.

6.

Par décision du 3 février 1987, le Juge d'instruction a communiqué la procédure au Procureur général, sans prononcer d'inculpation.

7.

Par acte du 9 février suivant, Madame KRISTOF-HALLER recourt contre cette décision.

Elle conclut au retour de la procédure à l'instruction, afin que le Juge d'instruction ordonne l'apport du dossier médical et infirmier de la Clinique de Bel-Air et qu'il en prenne connaissance. La recourante demande en outre que le magistrat instructeur identifie les personnes qui ont suivi Alain URBAN avant sa mort et qu'il procède à leur audition.

8.

Monsieur Georges URBAN s'en rapporte à justice. tout en considérant comme légitimes les conclusions de la recourante.

Le Ministère public s'en rapporte également.

Considérant en droit :

1.

Intimement liée au respect du secret professionnel prescrit par l'article 321 CP, la question de l'apport d'un dossier médical dans une procédure civile ou pénale a fait l'objet de nombreuses controverses (SJ 1978 p. 569 et références - MARTIN ACHARD et THEVENOZ : Le dossier médical et sa communication, in : Les cahiers médico-sociaux, 1985 p. 255-256 et note 66).

En l'espèce, la question n'a toutefois pas à être tranchée dans son principe, dès lors que le Juge d'instruction, par son ordonnance du 4 juillet 1980, a d'ores et déjà ordonné le dépôt du dossier médical relatif à Alain URBAN.

Seules sont en cause les modalités de ce dépôt, dès lors que le magistrat a admis que le dossier ne serait remis qu'aux experts à désigner et que la recourante souhaite qu'une telle restriction soit levée.

2.

L'opportunité de déposer un dossier médical dans le cadre d'une procédure pénale doit être appréciée en faisant la pesée des intérêts publics et privés au secret d'une part, à l'intérêt public à la recherche complète de la vérité d'autre part.

Une telle pesée peut certainement conduire, suivant les circonstances, à limiter l'accès du dossier médical à des experts désignés par le juge et chargés de l'orienter sur les questions techniques et scientifiques qui ne sont pas de sa compétence.

Une telle solution ne saurait être cependant érigée en règle ni conduire à proscrire dans tous les cas l'apport pur et simple du dossier médical, accessible ainsi non seulement aux experts médecins, mais aussi au juge et, lorsque la procédure sera devenue contradictoire, aux parties elles-mêmes.

Comme le relève en effet GRAVEN (in Médecine et hygiène, No 1171 du 26 novembre 1975, p. 11 et note 53), la communication d'informations couvertes par le secret à d'autres médecins constitue déjà une violation objective de l'article 321 CP, si le patient n'y a pas consenti ou si l'autorité compétente n'a pas autorisé cette révélation. Dès lors, la divulgation limitée du dossier ne repose pas sur l'application de la loi elle-même, mais constitue une mesure qui, suivant les cas, pourra être considérée comme proportionnée au but recherché et aux intérêts en présence.

Reste donc à se demander si tel est le cas en l'espèce.

### 3.

A cet égard, il faut constater en premier lieu que, le bénéficiaire du secret étant décédé, la protection de sa santé n'ent plus en ligne de compte.

Le risque éventuel d'une atteinte à la personnalité du défunt est d'autre part largement atténué par le souhait de ses proches d'obtenir la communication du dossier médical, par l'ancienneté des faits et par la constatation que seuls les proches et l'autorité sont en l'espèce parties à la procédure, d'autres parties éventuelles (inculpés) ne pouvant être que des personnes détentrices du secret en cause.

En second lieu, l'intérêt public à la recherche de la vérité sur le décès d'Alain URBAN doit l'emporter ici sur l'intérêt public à la préservation du secret. En effet, sans que l'on puisse retenir l'existence d'une réelle controverse entre les experts et l'auteur du rapport d'autopsie, il résulte néanmoins de l'instruction que certains faits méritent d'être confirmés (ou infirmés) par une communication du dossier médical (éventuelle présence de troubles d'ordre respiratoire avant la mise en oeuvre de la cure crépusculaire, intensité de la surveillance dont le malade fut l'objet, par exemple).

C'est donc dire que l'examen du dossier médical par le Juge d'instruction lui-même est en l'espèce opportun et qu'aucun intérêt public ou privé ne s'y oppose.

Dans cette mesure, le recours sera donc admis et la cause renvoyée au magistrat instructeur pour qu'il procède à cet examen.

## 4.

L'audition d'éventuels témoins nouveaux ne saurait par contre être d'ores et déjà ordonnée.

De telles auditions ne peuvent en effet être prescrites que si elles sont de nature à permettre la découverte de la vérité, si bien qu'une appréciation de principe ne saurait être portée en l'état sans connaître le dossier médical et sans savoir si les témoignages éventuellement utiles ne figurent pas parmi ceux que le Juge d'instruction a déjà recueillis.

C'est sans compter que, près de sept ans après les faits, il n'y a guère à espérer que la mémoire des protagonistes soit de nature à apporter des renseignements plus précis ou plus dignes de foi que ceux qui pourront résulter de la consultation du dossier lui-même.

Le recours sera donc rejeté sur ce point, le Juge d'instruction restant libre bien sûr, après avoir examiné le dossier de la Clinique de Bel-Air, de décider si de nouvelles auditions s'avèreraient judicieuses.

\*  
\* \*

Par ces motifs,

LA CHAMBRE D'ACCUSATION :

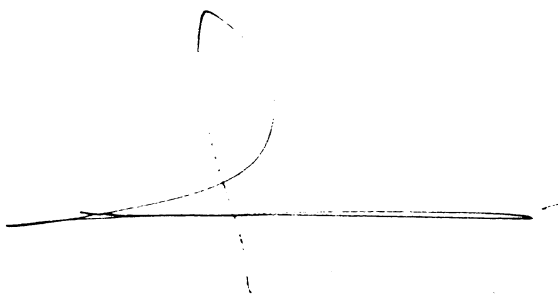
Après en avoir délibéré en commun :

Admet le recours en ce sens que la procédure est retournée au Juge d'instruction pour qu'il prenne connaissance et examine le dossier médical dont l'apport a été ordonné le 4 juillet 1980.

Rejette le recours pour le surplus.

Fait et prononcé à Genève, en Chambre du Conseil le jour, mois et an que dessus.

Siégeant : MM. B. BERTOSSA, juge, A. CLERC et J.-J. PORTALES, juges assesseurs, et T. GILLIERON, greffier de Chambre.

A handwritten signature, possibly 'B. BERTOSSA', is written above a long horizontal line. There are some additional scribbles and a small mark above the signature.